

saies. Personnellement—je ne parle pas nécessairement au nom de la Commission—je suis persuadé depuis longtemps que le mélange des classes supérieures diminuerait la qualité de nos produits sur les marchés étrangers.

Ses remarques à propos des marchés étrangers sont assez claires. Il a dit ensuite:

Il nous faut absolument maintenir la qualité de nos exportations actuelles. Au Japon, par exemple, les Américains ont éprouvé de nombreuses difficultés en raison du mélange qu'ils avaient fait au terminus de la côte ouest. La qualité n'était pas satisfaisante. Il leur a fallu prendre des mesures pour remédier à cela. Par conséquent, moi, Bill McNamara, je m'opposerais toujours à ce qu'on change les règlements pour permettre le mélange de trois qualités supérieures.

A mon avis, si le bill est appliqué à la lettre, on fera des mélanges aux terminus. Que le ministre tente de prouver le contraire.

**L'hon. M. Olson:** Sous la surveillance de la Commission des grains.

**M. Horner:** Il dit maintenant que cela se fera sous la surveillance de la Commission des grains. M. McNamara a-t-il jamais cru que cela se ferait sans surveillance? Il était tout à fait convaincu qu'il y aurait surveillance.

La rénovation de nos méthodes de classement et de manutention, nous dit-on, nous permettra peut-être de vendre davantage. Peut-être, mais pas forcément. A ce propos, j'ai à maintes reprises soulevé des questions au comité permanent de l'agriculture au cours des dix dernières années. Je me reporte aux procès-verbaux et témoignages, fascicule 41, du comité permanent de l'agriculture. A la page 1586, M. Treleaven, de la Commission canadienne du blé, répondant à des questions sur les ventes au Royaume-Uni et sur la raison de la baisse de nos ventes à l'Europe et à la Grande-Bretagne, dit ceci:

... il y a deux ou trois facteurs qui ont entraîné une baisse de nos ventes globales au Royaume-Uni.

M. McNamara nous a parlé d'un de ces facteurs, soit l'évolution de la technologie. C'est un pays très avancé à cet égard. L'évolution de la technologie des minoteries lui a permis d'utiliser moins de blé dur...

J'appuie sur le mot «dur», car on dit blé dur pour désigner un blé riche en protéines. Je continue:

... pour la fabrication d'un pain de qualité raisonnable. Ses achats de blé de haute qualité ont donc diminué d'autant.

Il dit ensuite:

Aujourd'hui, ce commerce se fait de plus en plus vers les ports du nord de l'Europe: Anvers, Amsterdam et Rotterdam.

Il a dit aussi que le Royaume-Uni achète du blé des pays de l'Europe centrale, y compris

l'Espagne, et qu'on y mélange tout ce blé pour constituer de la mouture, en conservant comme base le blé canadien pour obtenir le produit le meilleur marché possible qui puisse malgré tout donner un pain acceptable. Même si j'accepte l'idée du classement protéique du blé je ne vois pas que cela puisse augmenter sensiblement nos ventes. Il se pourrait que les contrôles envisagés par le bill et les tracasseries administratives accrues défavorisent les agriculteurs qui obtiendront moins d'argent pour la même somme de travail.

En fait, le gouvernement dit aux agriculteurs de l'Ouest et, de façon générale, à tous les agriculteurs du Canada: «De grâce, ne cultivez pas vos terres en réserve.» Si seulement les Canadiens pouvaient produire suffisamment de grains de provende, nous pourrions élever assez de porcs, de bovins et de volailles pour répondre aux besoins du pays. L'an dernier, 7 p. 100 du bœuf consommé au Canada a été importé. De plus, nous avons importé 60 millions de livres de porc, ce qui représente environ 400,000 porcs. Si nous pouvions utiliser nos excédents de céréales avec profit, nous ne serions pas obligés d'importer des volailles, des œufs et tout le reste, pour au-delà de 10 millions de dollars de volailles et plus de 20 millions de dollars d'œufs. Cela représente de grandes quantités d'œufs.

**L'hon. M. Olson:** Et que dire des exportations?

**M. Horner:** Le ministre parle d'exportations. Nous exportons beaucoup de bœuf et de porc, il est vrai, mais nous pourrions en exporter davantage. Pas besoin de réduire notre production. Les agriculteurs cherchent des raisons d'espérer; ils cherchent une orientation, mais ne veulent pas s'entendre dire: «Produisez moins: nous vous donnerons \$6 de l'acre pour ne plus cultiver certaines terres.» Ces \$6 ne couvriraient pas même l'intérêt sur les sommes investies. Le ministre a-t-il jamais dit qu'il se propose d'instituer un moratoire sur les prêts de la Société du crédit agricole ou sur les prêts qui ont servi à l'achat de matériel vendu par des entreprises de machines agricoles. Certaines d'entre elles ont déjà recours à la saisie. Je demande au ministre s'il ne va pas examiner les opérations des sociétés de machines agricoles et s'il ne songe pas à utiliser au besoin les recommandations du rapport de la Commission Barber pour freiner les activités de certaines compagnies. Mais non: nous avons deux ministres en ce domaine, selon la vieille maxime «Diviser pour régner». Le premier ministre s'est rendu à Winnipeg il y a quelque temps pour dire, «Pourquoi vendrais-je votre blé?» Il ne l'a pas